

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 14/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FLAM'UP

Chemin du Paillard - SAINTINES
CS 70137
60477 Compiègne

Références : IC-R/030/25-YY/VM
Code AIOT : 0005101534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement FLAM'UP implanté Chemin du Paillard - SAINTINES CS 70137 60477 Compiègne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLAM'UP
- Chemin du Paillard - SAINTINES CS 70137 60477 Compiègne
- Code AIOT : 0005101534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société FLAM'UP est implanté sur des parcelles situées sur les communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines. Elle stocke sur son site les produits suivants : allumettes palettisées, briquets palettisés, allume-feux liquides et solides palettisés, cartons pour box de présentoir et palettes européennes vides.

L'activité exercée sur le site est réglementée par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stock / plan général état des stocks	AP de Mise en Demeure du 09/09/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Documents administratifs	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
4	Conformité au dossier d'enregistrement	AP Complémentaire du 22/04/2016, article 1.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2024. Aussi, l'inspection a proposé à Monsieur le préfet de l'Oise de l'abroger. Un projet d'arrêté préfectoral d'abrogation a été établi à cet effet.

En dernier lieu, il a été demandé à l'exploitant de compléter son dossier de porter connaissance portant sur les modifications apportées à son site implanté sur les territoires des communes de Saintines et Béthisy-Saint-Pierre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stock / plan général état des stocks

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/09/2024, article 1er</p> <p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société FLAM'UP exploitant un entrepôt couvert implanté sur les territoires des communes de Saintines et Béthisy-Saint-Pierre, est mise en demeure, dans un délai de 3 mois à compter de la</p>

<p>notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions du paragraphe 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, en mettant en place un état des stocks simplifié, un plan général de stockage lié à l'état des stocks et en mettant à jour, a minima de manière hebdomadaire, l'état des stocks ;</p> <p>L'exploitant transmet des documents permettant d'attester la mise en œuvre des éléments mentionnés à l'alinéa 2 de l'article 1^{er}.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un état des stocks simplifié informatisé, la fréquence de mise à jour est quotidienne.</p> <p>L'état des stocks renseigne la quantité de produits stockés en tonne dans les bâtiments AJ/Z et R.</p> <p>L'exploitant a présenté un plan général de stockage lié à l'état des stocks.</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de non-conformité aux prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/09/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Proposition : l'inspection propose d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Un projet d'arrêté préfectoral a été rédigé à cet effet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Documents administratifs

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Appréciation des dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p>
<p>Constats :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>Visite précédente (02/08/2024)</p> <p>Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 a modifié la nomenclature des installations</p> </div>

Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 a modifié la nomenclature des installations classées.

L'exploitant n'a pas procédé à l'examen de la situation administrative de l'entrepôt.

On note une évolution du stockage au sein de l'entrepôt, notamment la présence des aérosols extrêmement inflammables, répertoriés sous la rubrique 4320, au sein de l'entrepôt (ce point est examiné au point de contrôle n°4).

Non-conformité 1(faits modérés) : l'examen de la situation administrative de l'entrepôt n'a pas été réalisé.

Demande d'action corrective : L'inspection demande à l'exploitant de se référer au guide de l'entrepôt de l'INERIS pour examiner la situation administrative de son entrepôt.

L'exploitant transmet sous 1 mois des justificatifs permettant d'attester la mise en œuvre de l'action corrective demandée

Visite du 23/01/2025

L'exploitant a transmis un dossier de porter a connaissance des modifications apportées à son site implanté sur les communes Béthisy-Saint-Pierre et Saintines. Le dossier de porter à connaissance a été établi par l'APAVE en janvier 2025.

Ce dossier examine par ailleurs l'impact de la modification sur le régime de classement des installations présentes sur le site des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines.

Il ressort de l'examen de ce dossier que de nouvelles activités soumises à déclaration sont exercées sur le site de la société FLAM'UP :

- un stockage d'aérosols répertorié sous la rubrique 4320-2 de la nomenclature des ICPE (désodorisants, imperméabilisants, cirages, rénovateurs) : 25 tonnes (cellule 3_z du bâtiment AJ/ Z) ;
- un stockage de charbon végétal répertorié sous la rubrique 4801-2 de la nomenclature des ICPE : 55 tonnes (cellule 2_z du bâtiment AJ/Z).

Par ailleurs, on note une augmentation des produits stockés sous :

- la rubrique 4718-2 de la nomenclature des ICPE. La quantité totale de 13 tonnes de briquets stockés présents dans les bâtiments AJ/Z et R passe à 32 tonnes de briquets et recharges de gaz dans ces 2 bâtiments. Toutefois, le régime de classement reste à déclaration avec contrôle périodique ;
- la rubrique 4440-2 de la nomenclature des ICPE. La quantité globale de 36 tonnes d'allumettes (chlorate de potassium) et bâtonnets allume-feu (chlorate de potassium) présents dans les bâtiments AJ/Z et R passe à 45 tonnes des produits mentionnés précédemment dans ces 2 bâtiments. Néanmoins, cela ne modifie pas le régime de classement qui reste à déclaration.

Les modélisations des distances des flux thermiques ont été réalisées à partir du logiciel FLUMILOG. La palette type 4320 a été retenue dans le cadre de la modélisation. Les effets des flux thermiques sont contenus sur le site.

Suivant la FAQ FLUMILOG du 11/04/2024, les propagations aux cellules voisines doivent être modélisées si la tenue théorique des parois séparatives est inférieure ou égale 120 min.

Par ailleurs, cette FAQ précise que si la tenue au feu est supérieure à 120 min, l'exploitant doit démontrer que ces parois résistent aux effets de projection et de surpression générés par le feu d'aérosols.

Les murs et les portes sont REI 120, l'exploitant doit modéliser les scénarios de propagation aux cellules adjacentes.

Par ailleurs, les modifications apportées aux installations du site de FLAM'UP :

- n'impliquent pas de construction bâtiment (urbanisme) ;
- n'engendrent pas d'impact sur les zones naturelles (telles que les Natura 2000 et les ZNIEFF) localisées dans un rayon de 3 km autour du site ;
- ne génèrent pas une augmentation de la consommation d'eau, ni de rejets d'eaux pluviales et résiduelles ;
- ne génèrent pas de rejets atmosphériques ;
- n'entraînent pas une augmentation significative des déchets produits sur le site ;
- n'entraînent pas une augmentation de bruits émis dans l'environnement ;
- n'induisent pas une augmentation du trafic généré par le site ni une augmentation énergétique du site.

Aussi, les modifications apportées ne sont pas substantielles au sens des dispositions des articles R. 181-46 du Code de l'environnement

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité à la prescription contrôlée. Toutefois, l'exploitant devra compléter son dossier de porter à connaissance portant sur les modifications apportées à son site. En particulier, l'exploitant doit réaliser la modélisation de la propagation de l'incendie de la cellule aérosols vers les cellules mitoyennes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : Il est demandé à l'exploitant de compléter son dossier de porter à connaissance afin de permettre à l'inspection de finaliser l'instruction de ce dossier. En particulier, l'exploitant doit réaliser la modélisation de la propagation de l'incendie de la cellule aérosols vers les cellules mitoyennes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

Visite précédente (02/08/2024)

L'inspection a constaté la présence de 5 poteaux incendie sur le site de Saintines.
Ces poteaux sont alimentés par la rivière Automne.

Suivant la demande portant sur l'enregistrement de l'entrepôt couvert déposée le 12 août 2015 et complétée les 19 et 25 novembre 2015, le débit d'eau nécessaire pour lutter contre un incendie est de 270 m³/h (Document technique D9).

L'exploitant a transmis, par courriel en date du 02 août 2024, le procès verbal de vérification des 5 poteaux incendie présents sur le site de Saintines établi par la société ISOGARD le 13 décembre 2023.

Suivant ce procès-verbal, les débits mesurés sous une pression de 1 bar sont :

- poteau n°1 : 117 m³/h ;

- poteau n°2 : 60 m³/h ;
- poteau n°3 : 58 m³/h ;
- poteau n°4 : 128 m³/h ;
- poteau n°5 : 114 m³/h.

Le procès-verbal de vérification n'indique pas si les mesures de débit ont été réalisées en simultanée.

Le point 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 stipule : « *En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.* ».

Les poteaux étant alimentés par la rivière Automne, la conformité de la disponibilité de la ressource en eau nécessaire pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures ne peut être examinée au regard des dispositions citées précédemment.

Aussi, la conformité de la disponibilité en eau pour lutter contre l'incendie est appréciée par rapport aux 1.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016 (point de contrôle n°10).

Cependant, le point 13 de l'arrêté ministériel indique par ailleurs que : « *Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.* ».

On constate que le débit du poteau incendie n°3 est de 58 m³/h. Ce débit est inférieur au débit minimum de 60 m³/h requis.

Non-conformité 5 (faits modérés) : Le débit du Poteau incendie n°3 est en deçà de 2 m³/h du débit minimum de 60 m³/h requis.

Demande d'action corrective : il est demandé à l'exploitant d'engager des actions correctives en vue de ramener le débit du poteau n°3 à un débit minimum de 60 m³/h sous 1 délai d'un mois.

Visite du 23/01/2025

L'exploitant a indiqué que le poteau incendie n°3 est utilisé pour lutter contre un incendie dans le bâtiment XY. Ce bâtiment est désaffecté depuis 2001, aucun stockage n'est effectué en son sein. L'inspection a constaté qu'aucune activité n'est exercée dans ce bâtiment.

L'exploitant a indiqué que seuls les poteaux n°s 1, 2, 4 et 5 et la canne d'aspiration installée dans la rivière Automne sont utilisés pour lutter contre les incendies dans les bâtiments AJ/Z et R.

Les débits mesurés en simultanés des poteaux incendie n°s 2, 3 et 4 sont respectivement 63 m³/h, 58 m³/h et 138 m³/h.

Les débits des poteaux n°s 2 et 4 sont 63 m³/h et 138 m³/h, ils sont supérieurs à 60 m³/h. Le débit total est de 201 m³/h. Ce débit est inférieur à 270 m³/h (calculé suivant le guide technique D9).

L'exploitant a réalisé une autre mesure des débits en simultané des poteaux n°1 et n°5.

Le débit du poteau incendie n°1 est 140 m³/h, et 131 m³/h pour le poteau incendie n°5. On constate que ces débits unitaires sont supérieurs à 60 m³/h. En outre, le débit global des 2 poteaux est 271 m³/h et reste supérieur à 270 m³/h (calculé suivant le guide technique D9).

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité au dossier d'enregistrement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2016, article 1.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Débit des poteaux incendie

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande transmise le 12 août 2015 et complétée les 19 et 25 novembre 2015.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables et aménagées en tant que de besoin.

Constats :

Visite précédente (02/08/2024)

Suivant la demande portant sur l'enregistrement de l'entrepôt couvert déposée le 12 août 2015 et complétée les 19 et 25 novembre 2015, le débit d'eau nécessaire pour lutter contre un incendie est de 270 m³/h (Document technique D9).

L'exploitant a transmis, par courriel en date du 02 août 2024, le procès verbal de vérification des 5 poteaux incendie présents sur le site de Saintines établi par la société ISOGARD le 13 décembre 2023.

Suivant ce procès-verbal, les débits mesurés sous une pression de 1 bar sont :

- poteau n°1 : 117 m³/h ;

- poteau n°2 : 60 m³/h ;
- poteau n°3 : 58 m³/h ;
- poteau n°4 : 128 m³/h ;
- poteau n°5 : 114 m³/h.

Le procès-verbal de vérification n'indique pas si les mesures de débit ont été réalisées en simultanée.

Aussi, l'inspection ne peut pas conclure à ce stade sur la conformité ou non de la disponibilité en eau requise pour lutter contre un incendie sur 2 heures.

Conformité aux dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables et aménagées en tant que de besoin :

L'arrêté ministériel applicable est l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. La conformité des installations à certaines de dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 a été examinée aux points de contrôle 1 à 9.

Demande de justificatif : L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher auprès de la société ISOGARD afin que celle-ci précise que le procès-verbal du 13 décembre 2023 concerne des mesures réalisées en simultanée. À défaut, l'exploitant réalise des mesures de débits en s'assurant soit :

- qu'un poteau pris individuellement est capable de fournir au moins 270 m³/h ;
- qu'en cas de mesure simultanée, le débit global mesuré est au moins égal 270 m³/h.

L'exploitant transmet au plus tard sous 1 mois des éléments d'informations permettant d'apprécier la mise en œuvre des actions mentionnées ci-dessus.

Visite du 23/01/2025

L'exploitant a présenté un procès-verbal de vérification des débits des poteaux incendie présents sur son site en date du 18/09/2024, établi par la société EUROFEU.

Les débits mesurés en simultanée des poteaux incendie :

- n°s 2, 3 et 4 sont respectivement 63 m³/h, 58 m³/h et 138 m³/h. Ces poteaux sont alimentés en eau par le réseau d'adduction publique. Comme précisé dans le point de contrôle n°3, le poteau incendie n°3 est utilisé uniquement pour lutter contre l'incendie au sein du bâtiment XY. Ce bâtiment est désaffecté depuis 2001, aucun stockage n'est réalisé dans

ce bâtiment. Il en résulte que les débits des poteaux incendie retenus pour lutter contre l'incendie dans les bâtiments AJ/Z et R sont ceux des poteaux incendie n^{os} 2 et 4. Le débit des 2 poteaux est de 201 m³/h.

- n^{os} 1 et 5 sont respectivement 140 m³/h et 131 m³/h. Le débit global des 2 poteaux est de 271 m³ /h.

Les poteaux incendie sont alimentés en eau par le réseau d'adduction d'eau potable.

Au vu des débits mesurés, le débit d'eau requis pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures est fourni par les débits simultanés des 2 poteaux n^{os} 1 et 5.

En sus de la quantité d'eau fournie par les poteaux incendie, un prélèvement d'eau est possible dans la rivière Automne traversant le site de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite